



# Rôle de la DDCS dans la politique d'accompagnement des étrangers

- **Décliner** localement les orientations nationales permettant de faciliter le parcours d'intégration des étrangers.
- **Piloter** la politique d'intégration au niveau départemental : diagnostic des besoins sur le territoire, cartographie de l'offre et organisation de comités de pilotage et de groupes de travail.
- **Soutenir** les associations et les collectivités dans la conduite de leurs projets afin d'apporter des réponses aux problématiques locales.
- Contribuer à la **visibilité de l'offre d'accompagnement sur le territoire** : réalisation de livrets présentant les projets financés et promotion de ces actions auprès des acteurs locaux.

# Les bénéficiaires de la protection internationale, un public faisant l'objet d'un traitement spécifique

- **Comité interministériel à l'intégration** du 5 juin 2018 : nouvelle approche
- **Difficultés repérées lors du diagnostic territorial** en janvier 2020 : accès aux droits, aux soins
- Enveloppe de crédits pour les Yvelines de 1 023 731 € en 2020 pour les deux volets de l'**appe**
  - **Volet A** : accompagnement des étrangers primo-arrivants au sens large
  - **Volet B** : accompagnement des réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale  
de la Cohésion  
Sociale

## Volet B : accompagnement spécifique des bénéficiaires de la protection internationale (BPI)

- 4 priorités d'action définies en 2020 :
  - Accompagner vers l'emploi
  - Accompagner à la mobilité sur l'ensemble du territoire
  - Développer l'accès aux soins
  - Développer l'accès à la culture et au sport
- **Enveloppe financière de 450 221 € en 2020** (+ 12 % par rapport à 2019)
  - Objectif d'accompagnement reconduit : 377 réfugiés ou BPS
  - 15 projets retenus dont **11 sur l'axe « accompagner vers l'emploi »**
  - 2 proposent un accompagnement dit global

# Exemple d'actions financées en 2020 par la DDCS participant à la levée des freins à l'emploi des réfugiés

- **CFM-BTP** à Trappes : formation linguistique et professionnelle aux métiers du bâtiment et des travaux publics, avec un hébergement sur place puis inscription dans des formations qualifiantes voire mises à l'emploi directes pour certains.
- **École Jeanne Blum** à Jouy-en-Josas : centre de formations sanitaires et sociales préparant aux métiers d'assistant de vie aux familles et d'auxiliaire de puériculture notamment, avec une possibilité d'hébergement à proximité. Les bénéficiaires ont trouvé un emploi à l'issue de leur formation.
- **Each One** à Jouy-en-Josas : semestre de formation lors duquel les participants déterminent un projet professionnel à la hauteur de leurs qualifications, avec un accompagnement personnalisé par des étudiants bénévoles de HEC et des professionnels. 61 % ont eu une sortie positive dans les six mois (formation ou emploi).
- **Mission locale** de Saint-Quentin-en-Yvelines : accompagnement spécifique des réfugiés et BPS de moins de 25 ans dans le cadre du PACEA.
- **Service Cap Santé** de la Sauv...  
individuels pour des réfugiés et  
besoins repérés par les profession...



Direction Départementale  
de la Cohésion  
Sociale

place de suivis psychologiques  
umatique afin de répondre aux

# La levée des freins à l'emploi, objectif prioritaire de la politique d'intégration des étrangers pour l'année 2021

- Instruction ministérielle avec les orientations 2021 communiquée le 22 février dernier, lancement de l'appel à projets 2021 prochainement
- Proposer une offre linguistique complémentaire à celle de l'OFII, **plus professionnalisante**
- Mettre davantage l'accent sur les **projets d'accompagnement global individualisé**
- **Au total, afin de lever les freins à l'emploi, 60 % des crédits seront consacrés à des :**
  - **Actions structurantes d'accompagnement global ou d'accès à l'emploi**
  - **Initiatives de valorisation des acquis de l'expérience et des qualifications professionnelles obtenues à l'étranger**
  - **Projets favorisant l'insertion professionnelle des femmes.**
- Renforcer la coopération avec les collectivités, les acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et du monde économique.

## Principales difficultés identifiées

- Jeunes manquant de ressources, avec un hébergement instable : frein majeur dans leurs parcours d'intégration socioprofessionnelle
- Faible nombre d'actions participant à la valorisation des acquis de l'expérience des bénéficiaires
- Difficultés dans l'accès aux droits et la réalisation des démarches, renforcées en cas de maîtrise insuffisante de langue française
- Travail partenarial ou en réseau sur le territoire à intensifier

Opportunités offertes par la future DDETS pour le traitement de ces freins :

- travail plus approfondi avec les acteurs de l'insertion et de l'emploi
- montée en puissance des offres d'accompagnement global (logement, formation linguistique, accompagnement vers l'emploi)